

Chaises en plastique

Javiera Araya-Moreno

Numéro 2, printemps 2021

L'attente

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98655ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue L'Esprit libre

ISSN

2563-5425 (imprimé)

2564-1824 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Araya-Moreno, J. (2021). Chaises en plastique. *Siggi*, (2), 14–15.

Chaises en plastique

JAVIERA ARAYA-MORENO,
Montréal — Santiago

Javiera est une sociologue qui aime participer à ces situations, souvent fort ennuyeuses, au cours desquelles les lois, les règlements et les protocoles bureaucratiques prennent vie dans la pratique.

Je regarde pour la énième fois l'écran de mon cellulaire, question de voir si j'ai reçu un message, une notification, un courriel, n'importe quoi qui puisse me faire sortir de cet ennui. J'ai déjà effacé les fichiers qui prenaient de la place, relu trois fois mon horoscope du jour et même ouvert les messages qualifiés de « spam ».

Ça fait trente minutes que j'attends, assise sur une chaise en plastique. Elle n'est pas unique : la pièce en est remplie, toutes identiques. Vous savez, ces chaises bleues en plastique, typiques des salles d'attente du gouvernement. Elles sont destinées à accueillir les corps d'une diversité et, surtout, d'une grande quantité de personnes qui ont recours aux services de l'État. Elles sont structurées en rangées, rattachées par une tige de fer qui fait en sorte que, chaque fois que je bouge, la dame assise à l'autre bout ressent les effets de mon poids qui se réarrange. Et vice-versa. Je regarde pour la énième fois l'écran placé tout en haut d'un coin de la salle d'attente. Il indique le numéro à l'instant servi. J'ai encore cinq numéros à attendre, c'est-à-dire cinq personnes qui doivent passer au comptoir, raconter leur histoire, poser leurs questions, demander un document, en remettre un, et qui sait quoi d'autre encore. Après tout, nous sommes dans un bureau local du ministère public, institution au Chili responsable d'examiner des situations qui pourraient constituer des délits et d'enquêter à leur sujet. Étant donné la diversité de crimes possibles, les options sont infinies. Ceux et celles qui viennent à ce bureau veulent probablement en savoir plus sur ce qui leur est arrivé. Y a-t-il plus d'information sur leur cas? Des résultats de l'enquête policière ou du progrès dans un dossier juridique? Dans ma tête, je joue à deviner la raison pour laquelle chaque personne est ici : la dame à l'autre bout de la rangée, de la violence conjugale; les deux amis qui parlent entre eux, un vol; le monsieur en cravate... La cravate qu'il porte et le tas de papiers qu'il a entre ses mains me laissent penser qu'il est avocat. Ou peut-être travaille-t-il en milieu d'affaires et qu'il vient dénoncer une fraude, une conspiration pour détourner des fonds publics? Peu probable. Ce jeu n'est pas très amusant.

Je regarde pour la énième fois l'écran de mon cellulaire. Ou plutôt, je fais comme si je le regardais, mais mon attention est portée vers ce qui se passe au comptoir : la conversation entre un jeune homme et un fonctionnaire. Pendant ce temps, le silence règne dans la salle et on peut entendre clairement le jeune homme questionner le fonctionnaire d'une voix tremblante. Je remarque qu'il a un œil au beurre noir. Il veut savoir ce qui arrivera à l'homme qui l'a agressé, qui est — j'en déduis à partir de ce que nous pouvons entendre — son voisin. Il est visiblement perturbé par cet événement, ou peut-être aussi par les réponses apparemment peu concluantes du fonctionnaire qui tente de le calmer.

La situation est un peu inconfortable. Assises sur nos chaises de plastique connectées, la dame à l'autre bout et moi faisons comme si de rien n'était. Le gardien de sécurité qui (nous) surveille en fait de même. Les autres qui attendent dans cette salle ont aussi l'air de ne pas être touchés par le ton de ce jeune homme qui, accablé, au bord des larmes, veut une réponse. Il « y a droit », plaide-t-il au fonctionnaire. J'ai envie d'intervenir, de dire à ce jeune homme que tout ira bien, même s'il y a des choses difficiles qui arrivent dans la vie et que, indépendamment des résultats de l'enquête de police ou de ce qu'il est allé demander cet après-midi à ce bureau, les choses iront mieux. Mais je ne fais rien bien sûr, ça aurait été bizarre, ce serait reconnaître que j'étais en train d'écouter une conversation privée. En plus, le type d'affaires qui arrivent aux personnes qui viennent s'asseoir sur ces chaises en plastique est toujours un peu triste, exceptionnel, perturbant. Être un peu bouleversée n'est peut-être pas l'exception; personne ne visite les bureaux du ministère public en raison d'un événement très heureux. Je continue à faire comme si je regardais mon téléphone alors que j'écoute la conversation du jeune homme avec le fonctionnaire.

Les autres personnes assises, le gardien de sécurité, la dame à l'autre bout de la rangée de chaises, les deux amis et l'homme en cravate font la même chose. Nous sommes tous et toutes en train d'écouter secrètement ce qui se passe au comptoir. Nous savons que nous sommes un peu comme ce jeune homme, que lorsque notre tour viendra devant le fonctionnaire, nous serons, nous aussi, soumis·es à sa volonté d'écouter nos drames respectifs et de répondre à nos questions. Oui, même le monsieur en cravate. D'une certaine manière, nos histoires de vie sont connectées par beaucoup plus que ces chaises bleues en plastique.

Dans cette salle, nous attendons, très probablement dans l'ennui, une réponse de la part du fonctionnaire qui, lui, incarne aujourd'hui l'État. Cette attente se distribue démocratiquement : nous sommes toutes et tous obligé·e·s de partager les mêmes chaises en plastique, d'attendre que notre numéro s'affiche à l'écran, de parler avec le même fonctionnaire. Les drames qui nous ont mené·e·s là nous sont, cependant, uniques. Du moins, c'est de cela que j'essaie de convaincre le fonctionnaire qui me reçoit au comptoir : « Désolé de l'attente, en quoi puis-je vous aider? »



Illustration : Alice Gaboury-Moreau